

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'ÉCONOMIE POLITIQUE
publiée sous la direction de Alfred Bonnet

L'ÉCONOMIE PURE

ET

L'ÉCONOMIE POLITIQUE

PAR

Franz OPPENHEIMER

PRIVAT DOCENT A L'UNIVERSITÉ DE BERLIN

TRADUIT PAR

M. W. HORN et H. STELZ

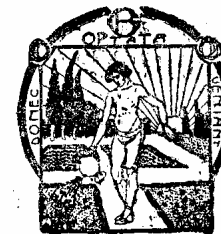
AVEC UNE PRÉFACE

DE

CHARLES GIDE

Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris

TOME PREMIER



PARIS (5^e)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1914

PRÉFACE

Dans un passage du livre que nous avons l'honneur de présenter au lecteur, M. Oppenheimer, après avoir fait allusion à l'étonnement philosophique de celui qui entend parler pour la première fois de la non réalité du monde extérieur, ajoute : « Je propose d'appeler étonnement économique la surprise ressentie par l'être naïf lorsqu'il aperçoit et comprend pour la première fois les lois que nous avons exposées ici ».

M. Oppenheimer s'exagère peut-être un peu la naïveté de ses lecteurs, cependant il ne se trompe pas en croyant que son livre les étonnera et surtout, dirons-nous, les lecteurs français.

Il les étonnera d'abord par sa composition qui est, je ne dirai pas désordonnée, mais du moins d'une ordonnance qui ne ressemble en rien à celle de nos livres français.

Dès le début l'auteur nous fait monter sur « le haut plateau de la biologie » et de là nous montre toutes les sciences sociologiques tellement « enchevêtrées qu'une image plane ne suffit plus à les représenter et qu'il faudrait avoir recours à la troisième dimension » et c'est dans ce pays tourmenté qu'il nous invite à le suivre. Et la Table des Matières n'est pas un guide suffisant pour

se retrouver, car elle est elle-même très déconcertante par ses rubriques variées et inattendues, parfois pas facilement intelligibles. M. Oppenheimer a une terminologie à lui et qui est si complexe que la langue française dans sa simplicité ne peut pas toujours s'y plier : il n'a pas fallu moins que la coopération de deux traducteurs pour en venir à bout, et encore dans certains cas ont-ils dû se résigner à laisser tel quel le mot allemand.

Habités que nous sommes à trouver dans nos livres des divisions symétriques, des allées bien tracées, droites, larges, dont le regard peut dès l'entrée embrasser les claires perspectives, à la façon des jardins à la française, nous nous sentons déroutés en mettant le pied dans cette forêt vierge qu'est le livre de M. Oppenheimer : une fois dedans on ne sait plus par où l'on est entré ni par où l'on va sortir et on a souvent le sentiment de repasser par les mêmes endroits. Mais enfin il y a de la force et de la sève dans cette végétation exubérante : à côté d'elle nos traités d'économie politique paraissent un peu trop taillés au cordeau, et le lecteur pourra trouver, dans ce changement de points de vue, même pour les objets déjà connus, un renouveau d'impressions et des surprises heureuses.

Mais l'étonnement escompté par l'auteur se réalisera aussi en ce qui concerne la thèse essentielle du livre, qu'il appelle géocentrique, ce qui veut dire une façon de socialisme agraire. Or, c'est là une forme de socialisme qui n'a jamais trouvé beaucoup d'écho en France, parce que c'est un pays de petite propriété, en sorte que tout l'effort du socialisme français a été dirigé uniquement contre le capitalisme. Eh bien ! M. Oppenheimer prétend démontrer — et pour mon compte j'ai suivi sa démonstration avec d'autant plus d'intérêt que j'y étais déjà tout acquis — que le socialisme marxiste a commis

une erreur de tactique en faisant le siège de la propriété capitaliste : c'est la propriété foncière qu'il fallait battre en brèche : « la classe ouvrière s'acharne contre le point où les fortifications sont les plus fortes et néglige la porte presque ouverte qui mène au cœur de la place ».

Et voici le schéma de sa démonstration.

La terre, dès le temps où elle était encore surabondante et inculte, a été accaparée par ceux qui détenaient le pouvoir politique. Ils s'en sont rendus maîtres non point par l'occupation au sens économique du mot, qui n'est qu'une puérile légende, mais par la force des armes ou par la force des lois qu'ils faisaient eux-mêmes. Ainsi s'est constituée la grande propriété. Les travailleurs de la terre sont restés d'abord attachés à la glèbe, mais aussitôt que le servage a été aboli et que la liberté de résidence et de travail leur a été accordée, ils se sont rués vers les villes et par leur concurrence ont fait baisser le salaire des artisans ou, pour mieux dire, ont réduit les artisans indépendants au rang des salariés. Les employeurs ont *profité* de cette main-d'œuvre avilie au sens propre du mot, c'est-à-dire que le profit est né, et c'est ce profit capitalisé qui est devenu le Capital.

C'est donc la grande propriété foncière qui est la cause première de tous les désordres sociaux. C'est elle qui a créé le Capitalisme, lequel n'est qu'un facteur secondaire et dérivé. C'est elle qui a créé cette armée de réserve du travail dans laquelle l'industrie puise à discrétion la main-d'œuvre dont elle a besoin. C'est elle qui a créé les villes mammoth et le surpeuplement et la plus-value scandaleuse des terrains urbains. C'est « l'idole Jaggernaut dont le char fastueux roule depuis des siècles souillé jusqu'aux essieux du sang de ses victimes ».

Et il ne faut pas croire que ce soient là seulement histoires du temps passé : la même action funeste de la

grande propriété s'exerce aujourd'hui, la même pression agit encore pour refouler la population des campagnes vers les villes : « le mouvement migratoire dans chaque région varie en raison du carré des superficies de la grande propriété qu'elle contient ». Et c'est cette migration constante qui pèse sur le taux des salaires.

Et alors où est le remède ? Dans la marche inverse. Du jour où la grande propriété serait abolie et remplacée par la petite propriété, la population refluerait dans les campagnes : « la population se trouve triplée ou quadruplée par le morcellement » et la classe ouvrière des villes débarrassée de cette pression n'aurait pas de peine à se débarrasser elle-même du capitalisme. Le salariat lui-même disparaîtrait en même temps que la cause qui l'a créé : sol libre, peuple libre.

* *

Voilà, dira-t-on, une doctrine tout à fait socialiste, encore qu'elle diffère totalement du socialisme marxiste ? Socialiste, oui, dit M. Oppenheimer, mais *socialiste-libérale*. En effet, aussi fermement que les économistes de l'école libérale, il croit aux bienfaits de la libre concurrence : « ce sont ses idées qui sont les miennes, c'est sous son égide que je combats ». Même, tout aussi bien que Bastiat, il croit au progrès spontané et aux harmonies des rapports économiques.

Et s'il réclame l'abolition de la grande propriété c'est parce qu'elle constitue le seul et formidable obstacle à la libre concurrence, c'est parce qu'elle est le monopole d'où tous les autres dérivent, c'est parce qu'elle est « la corde qui étrangle » l'organisme économique et il suffira de la couper pour que celui-ci puisse se développer librement.

Au reste, M. Oppenheimer n'attend pas la réalisation

de son programme de mesures violentes, et même il n'insiste pas sur les mesures légales telles que le rachat de la terre, mais il semble se confier pour l'élimination de la grande propriété foncière à l'action des lois naturelles. Elle marche fatalement à sa destruction, dit-il, prise comme un étau entre deux forces, d'une part l'émigration vers les villes qui la prive de la main-d'œuvre ou tout au moins relève le salaire de ses ouvriers, d'autre part la concurrence des pays neufs (causée précisément par une autre forme d'émigration rurale) : on voit qu'entre l'élévation du coût de production et la baisse du prix des produits, la rente se trouve rongée petit à petit.

Mais ce n'est point parce que l'une est celle des riches et l'autre celle des pauvres. Non ! Le socialisme de M. Oppenheimer n'est nullement égalitaire : « le problème social ne consiste pas dans le fait que l'un possède plus que l'autre, mais que l'un exploite l'autre ». Que l'exploitation par la propriété foncière soit supprimée seulement, et après cela libre champ pour chacun et, comme disent les Américains, le diable pour le dernier !

Si la grande propriété est seule visée, c'est parce qu'elle est fondée sur le travail d'autrui, tandis que la petite n'est fondée que sur le travail personnel : celle-ci « est la condition de la liberté tandis que celle-là est la cause de la servitude » (mais alors la propriété du capital ne comporterait-elle pas, elle aussi, la même distinction ?).

Et non seulement M. Oppenheimer prête à la petite propriété toutes les vertus morales qu'il refuse à la grande, mais il lui attribue aussi la supériorité économique : la grande propriété, dit-il, « ne peut tolérer aucun progrès ». Je ne sais si ceci est établi pour l'Allemagne, mais en France ce n'est pas démontré. Par

exemple, en ce qui concerne la viticulture, c'est de la grande propriété que sont venus tous les progrès techniques.

En somme, si nous essayons de nous représenter la société future telle que l'auteur la souhaite et la voit déjà réalisée, ce qu'il appelle d'un nom un peu dévié de son acception ordinaire, « l'Economie pure », en l'opposant à « l'Economie Politique » qui est le régime actuel, nous voyons une Société surtout rurale, où les grandes villes seront rares et d'ailleurs éparpillées sur de si vastes espaces, qu'elles se confondront avec la campagne, sous la forme de cités-jardins ; dans ces villes les ex-salariés, devenus des artisans indépendants, recueillant et gardant pour eux tout le fruit de leur travail ; partout, aux champs comme à la ville, des associations coopératives procurant à ces petits producteurs ruraux et urbains à peu près toutes les ressources de la grande production ; la concurrence hostile qui existe entre vendeurs — contraire à l'intérêt général parce qu'elle tend à produire d'autant plus que les prix sont plus bas et à entretenir ainsi les crises — remplacée par la concurrence pacifique qui existe entre acheteurs et qui vise uniquement à l'abondance et à la satisfaction des besoins ; et le capital, « ce fils bâtard de l'esclavage et de la liberté », — de l'esclavage, c'est-à-dire de l'accaparement de la terre, de la liberté, c'est-à-dire de la liberté du domicile qui a supprimé le servage — réduit au rôle modeste de serviteur du travail et destitué de toute part dans le produit de ce travail.

Une telle société ressemblerait trait pour trait à celle que les coopératives ont toujours évoquée dans leurs visions d'avenir : c'est assez dire qu'elle nous serait très sympathique. D'ailleurs, cette concordance n'a pas échappé à M. Oppenheimer qui est lui-même très versé dans le mouvement coopératif et qui, loin de l'envisa-

ger avec une bienveillance un peu dédaigneuse, comme nos collègues de France, y voit au contraire « pour la méthode déductive les meilleurs objets d'observation », nous dirions plus : les amorces de la Société future.

*
* *

M. Oppenheimer n'est pas le premier à avoir formulé un système géocentrique. D'autres, et pour ne citer que les plus récents, Henri George, Walras, M. Loria, ont vu aussi dans la propriété foncière la cause de toutes les injustices et de toutes les inégalités sociales, le monopole type qu'il fallait extirper, George par l'impôt unique, Walras par le rachat, Loria par l'association. Et tous sont aussi des socialistes-libéraux en ce sens qu'ils ne veulent rendre la terre libre que pour mieux assurer la liberté des individus et la libre concurrence. Et même M. Loria voit aussi dans le capitalisme une simple dérivation de la propriété foncière.

Toutefois, ce qui différencie le système de M. Oppenheimer et l'autorise dans une certaine mesure à dire « qu'il l'a construit sur des fondements nouveaux avec des matériaux presque entièrement nouveaux », c'est qu'avant lui tous les griefs des [socialistes agrariens contre la propriété se fondaient sur certains caractères *économiques* de la limitation de la terre, tels que l'inégale fertilité créant la rente, ou la loi du rendement non proportionnel, ou la disproportion entre l'accroissement des subsistances et celui de la population — et c'est pourquoi il ne distinguait guère entre la grande et la petite propriété, — tandis que M. Oppenheimer rejette absolument tous ces vieux griefs pour ne retenir que la cause extra-économique, la cause *politique* (ou, comme dit Rodbertus, juridique) de l'accaparement du sol par la classe gouvernante. Aussi critique-

t-il les lois fameuses de Ricardo et de Malthus dans des pages qui sont parmi les plus intéressantes de son livre, quoique pourtant en ce qui concerne Malthus la véhémence de ses critiques dépasse la mesure.

Il est probable et même certain qu'au point de vue historique cette explication sera très critiquée, notamment en ce qui concerne l'origine et la filiation du capitalisme — qui ne serait qu'un campagnard émigré en ville : — mais ce qui semblerait pourtant confirmer les vues de M. Oppenheimer en ce qui concerne l'action de facteurs politiques dans le passé, c'est le fait que actuellement ces mêmes facteurs continuent à s'exercer pour la défense de la propriété foncière et le maintien de ses privilèges, surtout en France. A cette heure la propriété foncière bénéficie de toutes les faveurs, même de celles des socialistes — droits protecteurs d'une part, dégrèvements d'impôts d'autre part — tandis que la propriété mobilière est chargée de tous les péchés du capitalisme. Hier encore, au moment de se représenter devant les électeurs, la Chambre des Députés a déchargé la terre de 50 millions d'impôts en même temps qu'elle surchargeait les valeurs mobilières de 92 millions. Au train dont on va, l'impôt foncier sera bientôt complètement supprimé : quel chemin parcouru depuis le temps où les Physiocrates voulaient lui demander la totalité des revenus de l'Etat ! Il est vrai que cette faveur peut s'expliquer, parce qu'elle profite surtout à la forme de propriété chère à M. Oppenheimer, à la propriété paysanne.

C'est pourquoi le livre de notre éminent collègue nous paraît le très bien venu. Il ouvrira peut-être bien des yeux et, en tout cas, il montrera avec quelle hardiesse un professeur d'Université peut apprécier celle de toutes les institutions sociales qui est tenue pour la plus sacrée.

CHARLES GIDE.

PRÉFACE DE L'AUTEUR

Selon le philosophe Simmel, « chaque science se trouve enchâssée entre deux domaines philosophiques. L'un comprend les premiers principes, les axiomes qui servent de point de départ aux recherches particulières et qui ne peuvent être résolus par celles-ci puisqu'ils en forment la base. L'autre comprend les problèmes et les concepts qui découlent des recherches particulières et de leurs relations et qui ne trouvent pas place dans le champ restreint de l'expérience concrète. L'un est la théorie de la connaissance, l'autre la métaphysique des sciences particulières ».

Lorsque l'un de ces premiers principes sur lesquels s'appuie une science, lorsque l'un de ses axiomes se trouve annulé à la suite de nouvelles recherches, tout l'édifice doit être reconstruit aussi loin que se ramifie ce pilier branlant.

La portée d'un tel changement dépend du genre de la science en question. Une science en grande partie descriptive peut n'en être que faiblement affectée ; les systèmes de biologie et de zoologie, par exemple, restent intacts dans leurs lignes principales lorsque l'ancien axiome de la constance des espèces fut remplacé par

celui de l'évolution. Plus une science est déductive, plus la révolution est importante : lorsque Huyghens substitua à la théorie de l'émanation de la lumière de Newton celle des ondulations, lorsque l'atomisme de Lavoisier renversa la théorie du phlogistique, la pathologie cellulaire de Virchow l'ancienne pathologie humorale et solidiste ; lorsque Koch et Pasteur découvrirent les origines microbiennes de beaucoup de maladies — alors des pans entiers des vieux édifices scientifiques durent être abattus et reconstruits.

Mais s'il s'agit du principe fondamental d'une science essentiellement déductive, une reconstruction totale est nécessaire dans laquelle il reste à peine quelques pierres de l'ancien système : le système Copernic-Képler qui a dû abandonner l'axiome du géocentrisme a conservé à peine quelques noms et quelques faits de la théorie de Ptolémée.

L'économie sociale, cette branche importante de la science économique qui s'occupe de l'économie sociale est par essence une science déductive. Et, de plus, j'ai établi qu'elle a été jusqu'ici la déduction d'un axiome fondamental, le principe de l'*accumulation primitive*.

C'est cette vieille théorie, qui a ses racines dans la doctrine stoïcienne, d'après laquelle les différences économiques de fortunes et de revenus se sont formées au cours des siècles à la suite de relations purement économiques entre des citoyens libres et égaux, ainsi que les différences sociales qui en découlent, c'est-à-dire les classes.

Cet axiome de toutes les économies bourgeoises a été attaqué par un grand nombre de théoriciens qui ont soutenu une thèse diamétralement opposée ; ils ont dé-

claré que les différentes classes sociales, en tant que relations politiques entre individus non égaux en droit, ont d'abord été imposées par la « violence extra-économique » et que les différences économiques de fortunes et de revenus ont été à la fois le but et la conséquence de cette soumission par la force.

De cette différence de conception des faits ressort nécessairement une différence dans leur appréciation. Les deux partis reconnaissent que la « justice naturelle » doit être la pierre de touche des institutions sociales. Mais pour les économistes bourgeois l'existence de classes économiques et sociales est regardée comme naturelle et juste, tandis que leurs adversaires les considèrent comme contraires à la nature et injustes.

Quelques-uns de ces adversaires comptent parmi les plus grands créateurs de systèmes économiques. Ils se sont trouvés amenés à déduire de leur nouvel axiome un nouveau système scientifique. Aucun d'eux n'y est arrivé complètement ; à part quelques disciples parmi les plus fervents, tout le monde est d'accord sur ce point. Rodbertus dont le génie pénétrant embrassait toute l'histoire universelle a été induit en erreur par la théorie — incomplète, pour ne pas dire plus — de Ricardo sur la valeur en travail ; Carey et son élève Dühring furent trompés par leur conception inexacte du problème de la rente foncière. Et enfin Karl Marx qui a détruit avec autant de force que de succès l'« abc enfantin » de l'accumulation primitive de la *grande propriété du capital* a trop négligé l'origine, l'essence et l'importance économique et sociale de la *grande propriété foncière*.

Tous ces grands cerveaux et ces nobles cœurs ont créé pour un nouveau système de l'économie des substructions précieuses ; ils ont cimenté les clefs de voûtes qui sou-

tiendront le nouvel édifice. C'est surtout à Karl Marx que nous devons beaucoup. Cependant quand il s'est agi de construire quelque chose de positif, il n'a eu, lui aussi, qu'un demi-succès.

Dans la partie négative, dans la critique de l'ancien axiome et de la déduction qui en découle, ils ont presque tout fait ; c'est à Rodbertus surtout que revient cet honneur. Il ne restait que peu de chose à ajouter ; aucune objection ne peut atteindre leur critique exacte et complète.

J'ai essayé cependant dans le troisième chapitre des « fondements » de ce livre d'apporter de nouvelles preuves contre l'ancien axiome et en faveur du nouveau afin de réfuter les derniers arguments des faibles d'esprit et des malveillants et je suis persuadé d'avoir fait taire toutes les objections. La déduction et l'induction, l'une au moyen d'arguments, l'autre au moyen de chiffres indiscutables, conduisent au même résultat : ce ne sont pas des relations économiques entre citoyens libres et égaux en droit, mais des relations politiques de vainqueurs à vaincus qui ont créé les différentes classes sociales et économiques.

Par suite de cette conviction, la tâche qui s'imposait impérieusement à mon esprit, était d'essayer à mon tour de déduire, en partant de ce nouvel axiome, un nouveau système économique. C'est cette tentative qui fait l'objet de ce livre : doit-on la considérer comme une simple transformation ou comme une reconstruction de toutes pièces ? Mes critiques décideront de la question.

En tout cas, il s'agit d'une œuvre qui repose tout entière sur les axiomes qui lui servent de point de départ. Aussi est-ce mon droit d'exiger que mes critiques portent toute leur attention sur la position stratégique qui défend

tout l'ouvrage. Pour cela ils devront répondre à ces deux questions décisives.

Premièrement : est-il vrai que la théorie de l'accumulation primitive soit l'axiome de toutes les économies bourgeoises qui ont paru jusqu'à ce jour ?

Deuxièmement : s'il en est ainsi, est-elle vraie ou fausse ?

La réponse à ces questions est-elle la condamnation de mon point de vue, alors tout ce que j'ai peut-être encore apporté de nouveau et d'utilisable est sans importance ; mais si la critique approuve ma conception, qu'importent les erreurs et les fautes de détail — car je ne doute pas un instant qu'il n'y en ait. J'accepterai avec reconnaissance toute critique qui s'attaquera à ces deux questions, même si elle les décide contre moi ; j'écarterai *a limine* comme insuffisantes celles qui, sans répondre à ces exigences, se borneront à des objections de détail.

J'avoue que j'attends avec confiance une telle épreuve. Non seulement parce que, comme je l'ai déjà dit, le fondement critique du nouvel axiome me semble au-dessus de toutes les attaques, mais encore pour les raisons suivantes.

D'abord toutes mes idées ont leurs racines dans Adam Smith, que toutes les écoles vénèrent, malgré quelques faiblesses dans le détail, comme le maître des maîtres. Tout ce qui, du point de vue des théories postérieures, pourrait paraître comme les paradoxes les plus osés se trouve en toutes lettres dans son *Wealth of Nations*.

Ensuite la déduction de ma prémisse m'a amené à des conséquences inattendues dont l'exactitude se trouva vérifiée par les faits. Je me contenterai d'exposer la plus surprenante.

De l'axiome de la formation des classes par la puissance extra-économique découlaient quelques principes

de classification qui se révélèrent ensuite comme la clef de tous les problèmes particuliers. Le plus important fut la séparation plus nette que chez Ad. Smith et même chez A. Wagner entre les catégories de l'économie pure et de l'économie politique ; une analyse plus approfondie que je fis du concept « Monopole » fut presque aussi riche de conséquences. Ce concept, autrefois la lice préférée où combattaient la théorie bourgeoise et la théorie socialiste, avait été écarté depuis longtemps ; je découvris que la rente foncière et le profit étaient de véritables « gains de monopole » provenant du monopole de classe, c'est-à-dire d'un monopole de droit privé.

Lorsque j'arrivai alors à la rédaction définitive de la théorie des parties constituantes de la valeur d'échange, il fallut grouper les différentes combinaisons qui découlaient de ces deux principes de classification : d'une part dans l'économie pure et dans l'économie politique, d'autre part dans la concurrence libre et sous une relation de monopole. J'y réussis enfin après de nombreux essais infructueux et j'obtins tout à coup les catégories de la distribution ; les trois espèces de revenus : rente foncière, profit et salaire se trouvaient déduites sous toutes les formes imaginables.

Cela à ma grande surprise et à ma grande satisfaction.

A ma grande surprise : j'étais en effet si peu préparé à ce résultat que dans mon plan j'avais fait de la théorie de la distribution l'objet du chapitre suivant — et à ma grande satisfaction, car j'avais trouvé sans le vouloir la réalisation d'un idéal que je portais depuis longtemps et qui m'avait semblé irréalisable, idéal que je considère comme le postulat de l'économique : faire dériver du concept de la valeur les revenus et leur distribution.

Que je sois arrivé souvent, contre mon attente, à de

tels résultats, voilà la seconde raison qui me fait croire que je tiens de plus près la vérité que mes devanciers. Car ils sont pour la méthode déductive ce qu'est la preuve pour l'arithmétique.

Je les considère enfin comme le signe que la déduction de ma prémisses m'a amené plus près du but de toute classification, plus près de ce que je nommerai le « système naturel » d'une science. Celui qui le possède a plus que le fil d'Ariane qui le conduit à travers le labyrinthe des faits ; il a un filet qu'il jette sur les choses et à travers les mailles duquel aucun phénomène important ne peut échapper ; il possède la harpe d'Orphée, dont le son rassemble les pierres inertes en une voûte harmonieuse qui soutient l'édifice de la nécessité et de la beauté.

Avoir accompli cette œuvre colossale d'un seul coup, c'est un résultat dont je ne saurais me flatter. Mais si je compare l'ordonnance des matières dans cet ouvrage et dans ceux de mes devanciers, j'ai la conviction de m'en être rapproché d'une coudée. Chez eux j'ai trouvé tout au plus un « système artificiel » et souvent pas même une tentative de systématisation — ici, c'est une harmonie, un rythme intérieur, qui ne peut venir que de l'essence même des choses et que les choses elles-mêmes m'ont dicté. Ce système n'a pas été fabriqué, il n'a pas été imaginé ; je ne me suis pas mis à l'ouvrage avec des rubriques toutes faites, je n'ai pas étiré ou estropié les faits sur le lit de Procuste d'un schéma inventé de toutes pièces, mais démolissant et reconstruisant sans cesse je n'ai eu de repos que chaque pierre nouvelle apportée à l'édifice ne fût étayée solidement par les précédentes. Amené ainsi à classer de nouveaux matériaux que j'avais négligés, j'ai dû à chaque instant contrôler et préciser mes définitions, revoir et améliorer les théories particulières.

Et l'ordre que j'ai suivi dans ce livre s'est aussi imposé à moi ; j'ai été amené à terminer la société économique par les *personnes économiques* et à commencer la théorie de l'économie sociale par l'*économique personnelle*, à terminer celle-ci par un chapitre important de la théorie de la valeur dont la seconde partie forme le point de départ de la théorie de l'économie de marché, si bien que le problème de la valeur, le plus important de la science économique, se trouve traité en une seule fois. Et chaque chapitre particulier a, comme l'ensemble, son rythme, son harmonie.

* * *

Il est inutile d'entrer dans les détails, le système que j'expose ayant dû être construit sur des fondements nouveaux avec des matériaux presque entièrement nouveaux. Mais il est nécessaire de fixer sa position dans l'histoire des théories scientifiques ; il constitue la doctrine économique du *socialisme libéral*.

A partir d'Adam Smith les théories prennent deux directions différentes suivant les deux tendances qui se trouvent côte à côte, souvent en opposition l'une à l'autre, dans l'œuvre principale du maître : la théorie de classe pseudo-libérale de la bourgeoisie et la théorie humanitaire véritablement libérale et sociale. L'économie bourgeoise, partant de la première, complète sa dogmatique en y ajoutant la loi de la population et devient la « *dismal science* » du plus profond pessimisme sociologique. Elle fête son apogée dans Ricardo, qui devient lui-même le point de départ de deux directions différentes : l'économie vulgaire des épigones et le système grandiose du collectivisme marxiste.

La seconde école a son origine dans la partie sociale-libérale du système de Smith. Elle n'accepte pas la loi de la population et conserve de ce fait la tendance optimiste de la doctrine primitive. Parmi ses précurseurs, il faut citer Jones ; son représentant le plus marquant est Carey qui est encore *social-libéral*. Dühring, qui a continué les idées de Carey, en a fait le *socialisme libéral*, c'est-à-dire la croyance à la réalisation d'une ordre social dans lequel l'individualisme économique garde ses droits et se manifeste dans une concurrence tout à fait libre, et où il n'existerait cependant qu'une seule espèce de revenu, le revenu du travail, pendant qu'il ne resterait que des traces insignifiantes du profit du capital et de la rente foncière, ce qui équivaut à la disparition des classes économiques et sociales.

Le socialisme libéral de Dühring a reçu son complément le plus précieux par une solution tout à fait nouvelle du plus difficile de tous les problèmes de la distribution, du problème de la rente foncière. C'est Theodor Hertzka à qui revient l'honneur d'avoir trouvé le correctif qui compense dans l'économie pure les différences naturelles de qualité et de situation des propriétés rurales ; il s'agit de la « *tendance vers la dimension naturelle* » que j'ai exposée en détail dans le onzième chapitre.

Le système de Hertzka n'était pas encore le « *socialisme scientifique* » au sens strict de Marx. A ce point de vue, il était même par rapport à Dühring un retour en arrière. Il tendait à « *inventer de toutes pièces* » l'ordre socialiste de l'avenir, « *au lieu de le découvrir dans l'évolution de la société capitaliste* ». Je me suis efforcé de le débarrasser de cette grande part d'utopie qu'il contenait ; j'ai supprimé non seulement cette idée tout à fait fautive d'établir la société future de l'avenir au delà des

limites de la civilisation, dans les déserts de l'Afrique centrale, mais aussi tous les traits « interventionnistes » plus acceptables. Hertzka croyait nécessaire de régler la libre concurrence entre les sociétés coopératives par des dispositions légales laissant ouvertes à la main-d'œuvre toutes les branches de la production ; ceci est inutile, la concurrence se réglant elle-même par ses propres forces.

Je me suis efforcé avant tout de satisfaire à la condition que je considère avec Marx comme la pierre de touche de tout socialisme scientifique. Je n'ai pas inventé mon système, mais je prétends qu'il sera réalisé sous peu par les tendances immanentes à l'évolution de l'économie capitaliste. Il mûrit dans son sein et verra bientôt le jour, que les contemporains facilitent ou non son éclosion.

Il s'agit donc bien d'un socialisme scientifique au sens de Marx ; à part quelques grands-prêtres fanatiques, j'espère que personne n'en doutera, bien que ce soit un *autre* socialisme scientifique que celui de Marx. Celui-ci ne considérant que le pseudo-libéralisme de la grande bourgeoisie vit dans le libéralisme quel qu'il soit l'ennemi irréconciliable du socialisme. Je pense au contraire que le vrai libéralisme qui ne sert pas les intérêts d'une classe, mais ceux de l'humanité lésée dans son droit et sa liberté, est *identique au socialisme*.

C'est pourquoi, devant le tribunal de la science, je viens faire appel du jugement qui a condamné autrefois le libéralisme. Ce sont ses idées qui sont les miennes ; c'est sous son égide que je combats, sans me soucier des sarcasmes et du mépris sous lesquels on a enseveli l'idole qu'on avait d'abord adorée.

Il demandait la suppression de toutes les positions sociales de force établies par la violence extra-économique, c'est-à-dire en opposition avec le droit naturel ; et il pré-

disait que l'harmonie de tous les intérêts économiques en serait la conséquence.

Je demande la même chose et je prédis la même chose, en principe. Seulement j'accuse d'être une position de force contraire au droit naturel une institution que mes devanciers considéraient comme une création du droit naturel, et je demande sa suppression. Cette position de force, c'est l'accaparement par la grande propriété foncière du sol dont sont expropriés ceux qui désirent le cultiver.

C'est elle seule qui a « privé le peuple de ses moyens de production » ; sans elle, il y aurait aujourd'hui encore de la terre libre pour tous ceux qui voudraient l'utiliser. Sans elle, la classe ouvrière comprenant tous les déshérités, tous ceux qui sont privés de leurs propres moyens de production, n'existerait pas. L'accaparement du sol a « produit la relation capitaliste » et il la « reproduit » aussi longtemps qu'il existe. Empêchez cet accaparement en supprimant la grande propriété foncière — la classe ouvrière et la relation capitaliste disparaîtront aussitôt. Le socialisme deviendra alors la réalité : une économie sociale, dans laquelle il n'existe qu'une seule espèce de revenu, le salaire du travail, et dans laquelle la rente foncière et le profit ont presque complètement disparu ; — une économie sociale qui ne se distingue que par un seul trait fondamental de notre économie actuelle, c'est que chacun ne possède que le sol qu'il cultive ; — où la liberté entière de la concurrence économique et de l'individualisme économique règle seule les relations d'échange, — et où existe cependant l'« harmonie parfaite de tous les intérêts économiques », c'est le *socialisme réalisé par le libéralisme*. Ce n'est pas une construction non viable comme l'« Etat futur » collectiviste, mais un orga-

nisme débordant de vie, l'organisme même de l'économie qui nous entoure, délivré seulement de la corde fatale qui l'étranglait et ayant recouvré toute sa santé.

On n'ira pas reprocher à cette société idéale, qu'elle est irréalisable pour des raisons psychologiques, parce que les hommes devraient être des « anges » pour la maintenir. Il faudra d'autres raisons ; je doute fort que l'on puisse trouver des arguments économiques.

Ce livre est la partie économique d'un travail plus étendu, auquel je suis occupé depuis douze ans et que j'ai renoncé à publier en un seul ouvrage, parce que les considérations critiques que je ne pouvais éviter auraient interrompu désagréablement le cours des idées. Il devait être intitulé : *Le socialisme libéral comme système de sociologie*.

Tout ce que j'ai publié soit sous forme de livre, soit sous forme d'articles de revues, est tiré de cet ouvrage. Il en est de même de ce livre. Il complète la partie positive concernant l'économique. L'argumentation critique se trouve déjà dans mes livres sur la *Loi de la population de Malthus* (1903), le *Principe fondamental de la doctrine sociale de Marx* (1903) et dans la *Théorie de la rente foncière de David Ricardo* (1909). Auparavant avaient paru des traités touchant la politique économique (*Société coopérative de colonisation*) (1896) et l'histoire économique (*La grande propriété foncière et la question sociale*) (1898). Les deux derniers livres contiennent en outre les principes de la théorie exposée en détail dans cet ouvrage ; je tiens à déclarer que je les accepte aujourd'hui encore jusqu'aux moindres détails. Je publierai bientôt un supplément à cet ou-

vrage dédié aux « gens de métier » avec des renvois et des critiques qui ont dû être supprimés ici à cause du manque de place et du caractère populaire de ce livre. J'y répondrai aussi aux critiques de ce premier ouvrage.

De la seconde partie de mon système concernant la philosophie de l'histoire et la philosophie du droit, il n'a paru encore qu'un seul chapitre qui fait l'objet du livre de *l'Etat* (1908). J'espère pouvoir publier bientôt le reste, dont une grande partie n'est encore qu'esquissée. J'ai récapitulé rapidement les résultats principaux des publications antérieures, autant que cela était nécessaire pour l'unité du livre, notamment dans l'introduction sociologique, dans le livre quatrième où est exposée la critique de la théorie classique de la distribution et dans les considérations de philosophie sociale qui terminent l'ouvrage.

Gross-Lichterfelde, juin 1910.

D^r FRANZ OPPENHEIMER.